

N° DP 24/1128

DECISION DU PRESIDENT

CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE STATION D'EPURATION DE L'ILE DE PORQUEROLLES - APPROBATION DE LA DECLARATION ET VERSEMENT D'UNE INDEMNITE COMPENSATOIRE DE 1 000 € AU FONDS STRATEGIQUE DE LA FORET ET DU BOIS (FSFB)

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la décision Président n°24/18 du 12 janvier 2024 relative à la signature et au dépôt de la demande d'autorisation de défrichement pour la reconstruction de la station d'épuration de Porquerolles,

VU l'arrêté de permis de construire du 15 mai 2024 (PC n° 083 069 24 00007) concernant la démolition et la reconstruction de la nouvelle station d'épuration des eaux usées de Porquerolles sur la parcelle cadastrée J 1433 à Hyères,

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM/SAF/MD/2024-124 du 2 août 2024, modifiant l'arrêté préfectoral n°DDTM/SAF/MD/2024-028 du 22 février 2024, portant autorisation de défrichement de 1 230 m² sur la parcelle cadastrée J 1433 à Hyères,

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral du 2 août 2024 est subordonné, au titre de l'article L.341-6-1° du Code Forestier, soit à la réalisation de travaux d'amélioration sylvicole pour un montant de 1 000 euros T.T.C, soit au versement au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois (FSFB), d'une indemnité équivalente avant le 02/08/25,

CONSIDERANT la complexité de réalisation de travaux sylvicoles sur l'île de Porquerolles (site classé, Natura 2000 et Cœur de Parc),

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la déclaration du choix de verser au FSFB une indemnité équivalente à une des obligations mentionnées au 1° de l'article L.341-6 du Code Forestier.

ARTICLE 2

DE REGLER le montant de 1 000 euros T.T.C au FSFB à réception du titre de perception.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe Assainissement 2024, opération 23819 article 2031.

La présente Décision sera

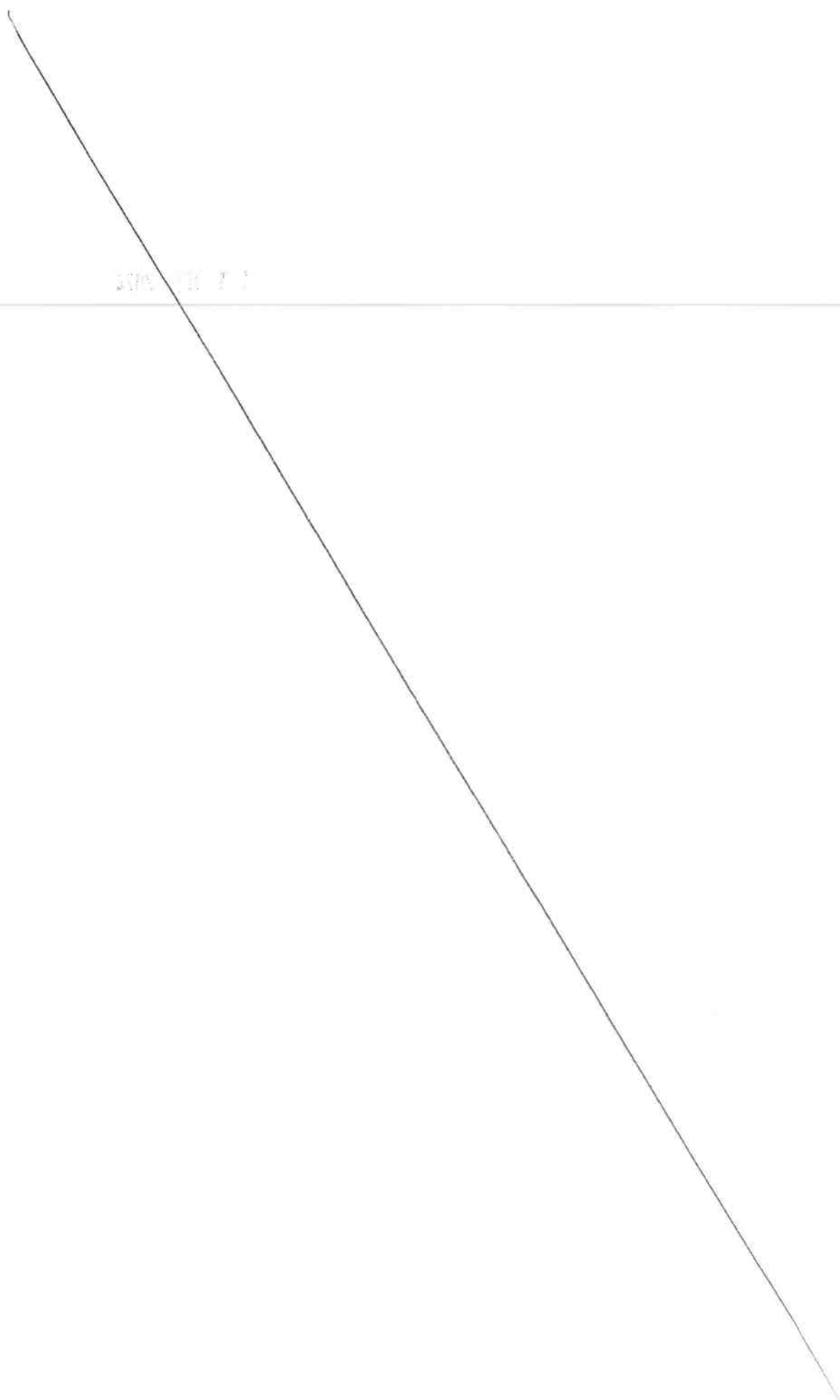
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **13 DEC. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





Toulon, le 02 août 2024

Christine KFOURN
Service Agriculture et Forêt
Mission Défrichement
Tél : 04.94.46.81.94

Objet : Accusé de réception d'une demande de modification d'autorisation de défrichement

Notification d'arrêté préfectoral portant autorisation de défrichement

Réfs : Dossier n° **23.370/35 Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM)** représentée par **M. GIRAN Jean Pierre**

Parcelle : **J 1433**
Commune **HYERES**

P.J. : Arrêté préfectoral modificatif d'autorisation de défrichement
Plan annexé à l'arrêté préfectoral
Fiche d'information (annexe 1)
Déclaration de choix (annexe 2)

Monsieur le Président,

Suite à la demande d'autorisation modificative de défrichement que vous avez transmise à la Mission défrichement de la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM), enregistrée sous le n° **23.370/35** pour un terrain appartenant au Parc National de Port-Cros.

Après instruction de votre demande, je vous prie de trouver ci-joint, pour notification, **l'arrêté préfectoral modificatif vous autorisant à défricher 1 336 m² sur la parcelle cadastrée section J 1433 de la commune de HYERES.**

J'attire votre attention sur les dispositions de l'article L. 341-6 du Code forestier qui rendent obligatoires la compensation de la surface défrichée.

Vous devrez donc, conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral ci-joint, compenser le défrichement autorisé, en choisissant l'une des deux options suivantes :

- soit exécuter des travaux forestiers pour un montant de **1 000 €**, en respectant les conditions décrites dans l'annexe 1 ci-jointe,
- soit verser une indemnité d'un montant équivalent (soit **1 000 €**), au fonds stratégique de la forêt et du bois (FSFB).

Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM)
représentée par **M. GIRAN Jean Pierre**
Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri FABRE
83041 TOULON CEDEX 09

Vous disposez d'un délai d'un an à compter de la date de l'arrêté préfectoral (soit jusqu'au 02/08/2025) pour transmettre à la direction départementale des territoires et de la mer, soit l'acte d'engagement des travaux forestiers comprenant tous les éléments indiqués en annexe 1 du présent courrier, soit la déclaration de choix de verser une indemnité au FSFB, selon le modèle joint en annexe 2.

Si aucune de ces formalités n'a été accomplie à l'issue de ce délai, l'indemnité sera mise en recouvrement dans les conditions prévues pour les créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, sauf si vous renoncez au défrichement projeté. Dans ce cas, il sera nécessaire de nous en informer expressément.

Je vous rappelle que conformément à l'article 6 de l'arrêté, **l'affichage dudit arrêté, y compris en mairie, est à votre charge**. L'inobservation de ces règles d'affichage est passible d'une contravention de 3ème classe (timbre amende de 68 €).

Par ailleurs, cette autorisation vous est délivrée au seul titre du Code forestier. D'autres autorisations administratives seront nécessaires pour la réalisation du projet, notamment au titre du Code de l'urbanisme et du Code de l'environnement.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des territoires et de la mer
et par subdélégation
Le responsable de la Mission défrichement



Willy MARTIN

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SAF/MD/2024-124 du 02 août 2024
portant modification de l'arrêté préfectoral en date du 22 février 2024
portant autorisation de défrichement**

Le préfet du Var,

Vu les articles L. 214-13 à L. 214-14, L. 341-1 à L. 342-1, R. 214-30 à R. 214-31, R. 341-1 à R. 341-7-2 du Code Forestier ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023, nommant Monsieur Philippe MAHÉ, préfet du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023/63/MCI du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Laurent BOULET, directeur départemental des territoires et de la mer du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DDTM/MPCA/2023-03 du 26 septembre 2023 donnant subdélégation de signature à des agents de la Direction départementale des territoires et de la mer du Var ;

Vu la demande d'autorisation de défrichement déposée par **Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM)** représentée par **M. GIRAN Jean Pierre** demeurant **Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri FABRE 83041 TOULON CEDEX 09**, et enregistrée sous le n° **23.370/35** ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 février 2024 portant autorisation de défrichement sur le territoire communal de HYERES concernant la parcelle cadastrée J 1433 selon le plan annexé à cet arrêté préfectoral et pour une surface de 1336 m² ;

Vu le courriel en date du 05 juillet 2024 portant sur une modification du projet ;

Considérant que la modification de l'emprise du projet, pour une surface de 1336 m², n'entraîne pas d'impacts significatifs ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Var ;

ARRÊTE

Article 1 : L'autorisation de défrichement du 22 février 2024 est modifiée selon le plan annexé à la présente autorisation ;

Article 2 : Le défrichement de 1336 m², hors EBC, selon le plan ci-annexé du terrain appartenant au : **Parc National de Port-Cros** situé sur la commune de : **HYERES** parcelle(s) cadastrée(s) **J 1433** **est autorisé.**

Article 3 : Le bénéficiaire de l'autorisation est :

Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) représentée par M. GIRAN Jean Pierre
Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri FABRE
83041 TOULON CEDEX 09

Article 4 : La présente autorisation est subordonnée, au titre de l'article L.341-6-1° du code forestier, au respect de la condition suivante :

- réalisation de travaux d'amélioration sylvicole pour un montant de **1 000 €** (voir détail du calcul en annexe du présent arrêté).

ou

- versement au fonds stratégique de la forêt et du bois (FSFB) d'une indemnité équivalente, soit **1 000 €**.

Vous devez faire un choix dont les modalités sont expliquées dans le courrier de notification accompagnant le présent arrêté préfectoral.

Article 5 : La présente autorisation est valide pour une durée de cinq ans.

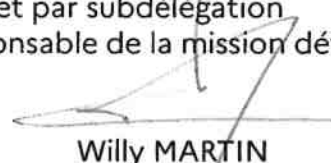
Article 6 : L'autorisation de défricher devra être affichée quinze jours avant le début des travaux de défrichement :

- sur le terrain de manière visible à l'extérieur et pendant toute la durée des opérations,
- en mairie pendant deux mois, accompagnée du plan cadastral.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon, dans les deux mois de sa notification.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires et de la mer du Var sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur.

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des territoires et de la mer
et par subdélégation
Le responsable de la mission défrichement



Willy MARTIN

Annexe :

Cas 2 : surface à défricher, affectée du coefficient multiplicateur, supérieure à 1 960 m² :

Montant de la compensation : $1 \times 0,1336 \times (2300 + 2800)$

- 1 : coefficient

- 0,1 336 : surface dont le défrichement est autorisé en hectares

- 2 300: coût moyen d'un ha de friche ou de sol forestier nu en région Provence Alpes Côte d'Azur.

- 2 800: coût moyen d'un ha de reboisement en France métropolitaine.

Défrichement n° 23.070.000
Plan à annexer
à l'Arrêté Préfectoral du 02/08/2024

Responsable
de la mission défrichement

Willy MARTIN



Annexe 2

Déclaration du choix de verser au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois une indemnité équivalente à une des obligations mentionnées au 1° de l'article L. 341-6 du code forestier

Je soussigné

**Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) représentée par M. GIRAN Jean Pierre
Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri FABRE
83041 TOULON CEDEX 09**

Né le

à

choisis,
en application des dispositions de l'article L. 341-6 du code forestier,
de m'acquitter des obligations qui m'ont été notifiées dans la décision préfectorale
modificative datée du 02 août 2024

Dossier n° : **23.370/35**

Commune **HYERES**

Superficie à défricher demandée (m²) **1336**

Parcelle(s) **J 1433**

en versant au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois la totalité de l'indemnité
équivalente, soit :

1 000 €

pour servir au financement des actions de ce fonds.

J'ai pris connaissance qu'à réception de la présente déclaration, le service instructeur
procédera à la demande d'émission du titre de perception.

A

, le

Signature

Aucun règlement n'est accepté, il faut attendre un titre de perception émis par le Trésor Public